

Service Environnement
22 Avenue Doyen Louis Weil
38028 GRENOBLE CEDEX 1

Grenoble, le 28/04/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



PROVALT SAVOIE

ZONE INDUSTRIELLE

38120 FONTANIL CORNILLON

Références : DDPP38-2022-01946

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement PROVALT SAVOIE implanté ZONE INDUSTRIELLE 38120 FONTANIL CORNILLON. L'inspection a été annoncée le 16/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROVALT SAVOIE
- ZONE INDUSTRIELLE 38120 FONTANIL CORNILLON
- Code AIOT dans GUN : 0053800204
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société PROVALT Savoie collecte des sous-produits animaux de catégorie C1, C2 et C3 sur le territoire des 5 départements (05, 38, 39, 73 et 74) destinés à la destruction (C1 et C2) ou à une révalorisation (C3).

PROVALT Savoie est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2005-00221 du 6 janvier 2005 à exploiter une plateforme de dépôt de chairs, cadavres, débris ou issus d'origine animale sur la commune du Fontanil-Cornillon. Ce site, qui emploie 15 personnes, réceptionne et collecte 5 jours sur 7, tout type de sous-produits animaux qu'il répartit dans deux plateformes de stockage couvertes (un seul bâtiment) selon leur type (C1/C2 d'un côté, C3 de l'autre). Les matières sont stockées 24 heures maximum sur le site avant d'être dirigées vers d'autres sites en dehors du département de l'Isère, pour révalorisation ou pour destruction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- état de propreté et d'entretien du site,
- étanchéité des ouvrages de stockage,
- gestion des eaux résiduaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Clôture	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.4	/	Sans objet
Qualité des eaux résiduaires rejetées	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions art. 30-II	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Volume d'activité de l'installation	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.1	/	Sans objet
Propreté des abords du site	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.7	/	Sans objet
Aires de réception	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.13	/	Sans objet
Locaux de stockage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.14	/	Sans objet
Délai de stockage	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.15	/	Sans objet
Relevé de la consommation en eau	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.23	/	Sans objet
Devenir et traitement des eaux du site	Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions - art. 19 et 20	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est propre et globalement bien suivie. Quelques faits contraires aux prescriptions applicables ont été relevés, auxquels l'exploitant est en capacité de remédier rapidement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Volume d'activité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.1
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le site est autorisé à stocker ou faire transiter 160 tonnes par jour de sous-produits animaux sur le site au titre de la rubrique 2130.
Constats : Le relevé journalier pour l'année 2021 du volume de matières réceptionnées et transitant sur le site (C1, C2 et C3) a été transmis à l'inspection. Le tonnage journalier n'a jamais excédé 70 T.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.4
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : Le site doit être clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutes les opérations ayant lieu au sein de l'installation doivent être soustraites à la vue du public ; des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.
Constats : Le site est ceint d'une clôture type grillage végétalisé et à certains endroits, de murs en béton. La clôture n'atteint pas 2 mètres de hauteur tout autour du site. L'exploitant prévoit d'ici la fin de l'année 2022 de refaire l'ensemble de la clôture du site.
Observations : L'exploitant est tenu de mettre en place une clôture autour du site d'au moins 2 mètres de hauteur.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Propreté des abords du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.7
Thème(s) : Autre, Dispositions générales
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'exploitation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture ...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement ...).
Constats : L'ensemble du site (abords et bâtis) est propre et en très bon état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aires de réception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.13
Thème(s) : Risques chroniques, Réception des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale
Prescription contrôlée : Les aires de réception et les installations de stockage doivent être sous bâtiment fermé pour limiter les dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement, notamment par l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement. Ces aires doivent également être étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés et traités [...].
Constats : Les deux aires (C1/C2 et C3) de réception et de stockage sont sous un bâtiment fermé, sont étanches et pourvues de systèmes de récupération des jus d'écoulement en vue de leur traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.14
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : Les locaux de stockage des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale doivent être construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol doit être étanche, résistant au passage des équipements et véhicules permettant le déchargement des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte. Les locaux doivent être correctement éclairés et permettre une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.
Constats : Les locaux de stockage sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter sur toute leur hauteur. Le sol est étanche, résistant au passage des équipements et véhicules et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers les installations de collecte. Les locaux sont correctement éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Délai de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.15
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : Le délai de stockage ne doit pas dépasser 24 heures avant départ du site. Ce délai pourra être allongé si la totalité des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale est maintenue à une température inférieure à 7°C. La capacité des locaux doit être compatible avec la durée maximale de stockage et permettre une augmentation de 24 heures de ce délai.
Constats : Le délai de stockage des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale est de 24 heures maximum sur site avant export pour élimination au sein de l'installation de la société situé à Saint-Amour (39). Le site du Fontanil-Cornillon n'est pas pourvu de système de réfrigération.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Relevé de la consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions – art.23
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : [...] Les volumes [d'eau] consommés sont relevés de manière hebdomadaire ; ils sont consignés dans un registre éventuellement informatisé tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Les volumes d'eau consommés, provenant exclusivement du réseau AEP, sont relevés hebdomadairement et sont consignés dans un registre informatique. Les données pour l'année 2021 ont été transmises à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Devenir et traitement des eaux du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions - art. 19 et 20

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

Prescription contrôlée :

Les effluents recueillis sur le site appartiennent à l'une des 3 catégories suivantes :

- les eaux pluviales non souillées,
- les eaux souillées et les eaux ayant été en contact avec les chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animales ou avec des surfaces souillées par ces matières,
- les autres eaux.

Les différents effluents sont traités de la façon suivante :

- les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le milieu naturel ou dans le réseau pluvial desservant l'installation, s'il existe ;
- les eaux ayant été en contact avec des chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ces matières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 30 ;
- les autres eaux devront être épurées lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies à l'article 30.

Constats : Les jus de la plateforme (eaux de nettoyage des camions compris) de sous-produits animaux C1 et C2 sont récupérés sur le site dans une cuve et évacuée régulièrement vers le site Provalt Savoie de Saint-Amour (39) pour destruction.

Les jus de la plateforme (eaux de nettoyage des camions compris) de sous-produits animaux C3 sont évacués via le réseau de tout-à-l'égout vers la station d'épuration de la métropole de Grenoble (Aquapole).

Les eaux pluviales "propre" de plateforme sont évacuées via le réseau des pluviales de la ZAC vers le milieu naturel après passage dans un débourbeur déshuileur, contrôlé bi-annuellement par un organisme extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Qualité des eaux résiduaires rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2005, article Prescriptions art. 30-II
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liquides
Prescription contrôlée : Le dépôt de chairs, cadavres, débris ou issues d'origine animale dont la destruction n'est pas rendue réglementairement obligatoire c'est à dire de l'atelier de stockage de matières de catégorie 3, doit respecter les normes de rejets fixées ci-dessous. Les eaux résiduaires rejetées dans le réseau communal respectent les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximum autorisé : <ul style="list-style-type: none">- Volume total journalier : 10 m³- DBO5 (sur effluent non décanté) : 5000 mg/L- DCO (sur effluent non décanté) : 8000 mg/L- MEST : 1500 mg/L- Azote total (NTK) : 700 mg/L- Azote ammoniacal (N-NH₄) : 1400 mg/L- Phosphore Les flux spécifiques suivants ne doivent pas être dépassés : <ul style="list-style-type: none">- DBO5 : 150 g/T de matières premières- DCO : 600 g/T de matières premières- MEST : 100 g/T de matières premières [...] Une convention de rejet avec la collectivité recevant, traitant les rejets de l'installation devra fixer les conditions techniques de raccordement de l'établissement.
Constats : Les eaux de nettoyage des camions et les jus de la plateforme de stockage des matières C3 ont fait l'objet d'une analyse sur 24 heures en 2020 (juin) et en 2021 (octobre). D'après l'exploitant, la périodicité de contrôle des rejets aqueux est semestrielle habituellement - la crise sanitaire serait à l'origine de la baisse de fréquence de contrôle en 2020 et 2021. Les paramètres suivants ont été recherchés : volume, température, pH, SEH, phosphore, DBO5, MES, DCO, azote Kjeldhal, indice hydrocarbure volatil, indice hydrocarbures et hydrocarbures totaux (seulement en 2021). Le paramètre "azote ammoniacal" n'est pas recherché. Les analyses mettent en évidence la conformité du site vis à vis des valeurs limites d'émission en concentration de l'arrêté préfectoral du site au regard de l'ensemble des paramètres cités (volume, DBO5, MES, DCO, NTK). En 2021 (le jour de l'analyse, soit le 28 octobre), les flux spécifiques ne sont pas conformes pour l'ensemble des paramètres. Les résultats sont, pour 24,8 T de matières C3 réceptionnées : <ul style="list-style-type: none">- DCO : 1210 g/T ;- MES : 157 g/T ;- DBO5 : 564 g/T. Le rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement collectif est encadré par une convention spéciale de déversement liant la société Provalt Savoie à la métropole de Grenoble. Elle est signée du 10 février 2021 et est valide pour une durée de 5 ans. Concernant les valeurs limites d'émission en concentration, elle cite les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 6 janvier 2005. Elle requiert néanmoins une analyse semestrielle des effluents sur un prélèvement 24 heures au regard des paramètres débit, température, pH, MES, DBO5, DCO, NTK, phosphore total, hydrocarbures et SEH.
Observations : L'exploitant est tenu d'ajouter le paramètre "azote ammoniacal" aux paramètres recherchés. L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les moyens nécessaires au respect des flux spécifiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet